

Convention collective

IDCC : 1634. – **INDUSTRIES MÉTALLURGIQUES,
MÉCANIQUES, ÉLECTRIQUES, CONNEXES ET SIMILAIRES
(CÔTES-D'ARMOR)**

(5 avril 1991)

(Bulletin officiel n° 1991-11 bis)

*(Etendue par arrêté du 11 mars 1992,
Journal officiel du 24 mars 1992)*

■ *Journal officiel* du 13 mars 2010

**Arrêté du 4 mars 2010 portant extension d'accords conclus dans le
cadre de la convention collective des industries métallurgiques,
mécaniques, électriques, connexes et similaires des Côtes-
d'Armor (n° 1634)**

NOR : MTST1006495A

Le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité
et de la ville,

Vu le code du travail, notamment son article L. 2261-15 ;

Vu l'arrêté du 11 mars 1992 et les arrêtés successifs, notamment l'arrêté
du 5 novembre 2008, portant extension de la convention collective des
industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires des
Côtes-d'Armor du 5 avril 1991 et des textes qui l'ont modifiée ou
complétée ;

Vu l'accord du 16 octobre 2009 relatif aux taux effectifs garantis annuels
(barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;

Vu l'accord du 16 octobre 2009 relatif aux rémunérations minimales
hiérarchiques (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention
collective susvisée ;

Vu la demande d'extension présentée par les organisations signataires ;

Vu l'avis publié au *Journal officiel* du 9 février 2010 ;

Vu les avis recueillis au cours de l'enquête ;

Vu l'avis motivé de la Commission nationale de la négociation collective
(sous-commission des conventions et accords), recueilli suivant la procédure
prévue à l'article R. 2261-5 du code du travail,

Arrête :

Article 1^{er}

Sont rendues obligatoires, pour tous les employeurs et tous les salariés compris dans le champ d'application de la convention collective des industries métallurgiques, mécaniques, électriques, connexes et similaires des Côtes-d'Armor du 5 avril 1991 tel qu'étendu par arrêté du 11 mars 1992, et à l'exclusion de la réparation d'appareils électriques pour le ménage non associée à un magasin de vente, les dispositions de :

- l'accord du 16 octobre 2009 relatif aux taux effectifs garantis annuels (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée ;
- l'accord du 16 octobre 2009 relatif aux rémunérations minimales hiérarchiques (barème annexé) conclu dans le cadre de la convention collective susvisée.

Article 2

L'extension des effets et sanctions des accords susvisés est faite à dater de la publication du présent arrêté pour la durée restant à courir et aux conditions prévues par lesdits accords.

Article 3

Le directeur général du travail est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 4 mars 2010.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général du travail,
J.-D. COMBEXELLE

Nota. – Les textes des accords susvisés ont été publiés au *Bulletin officiel* du ministère, fascicule conventions collectives n° 2010/3, disponible au centre de documentation de la direction de l'information légale et administrative, 29-31, quai Voltaire, Paris (7^e).